

DOSSIER

d'engagements

PRENONS
le **PARTI**
de la 
SOLIDARITÉ

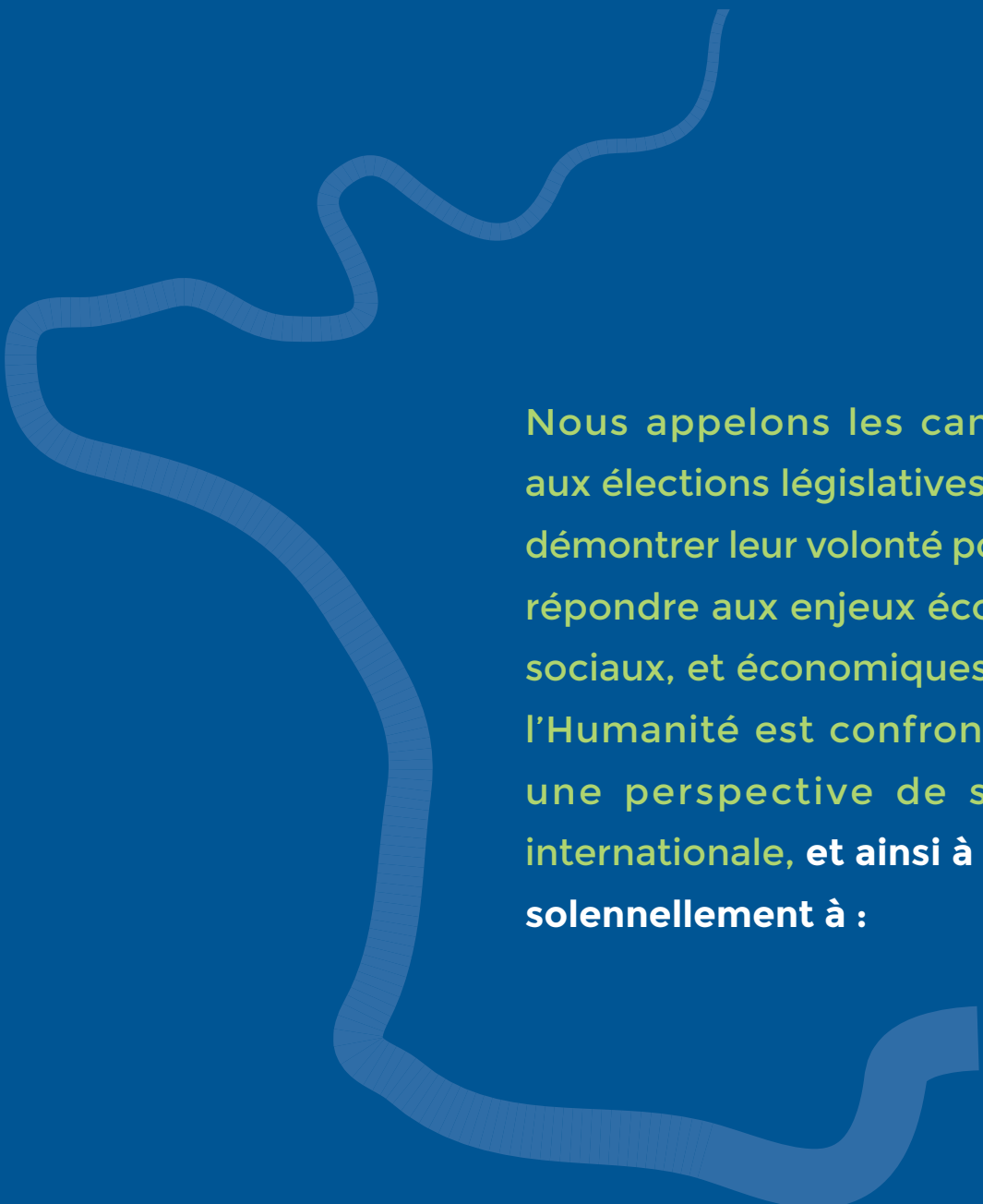


Propositions

pour une **France solidaire**
dans le monde en 2017

act:onaid
pour des peuples solidaires





Nous appelons les candidat·e·s
aux élections législatives de 2017 à
démontrer leur volonté politique de
répondre aux enjeux écologiques,
sociaux, et économiques auxquels
l'Humanité est confrontée, dans
une perspective de solidarité
internationale, et ainsi à s'engager
solennellement à :

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Face aux banques qui spéculent, à la fraude fiscale, aux dividendes records, alors que les salaires et le pouvoir d'achat se dégradent, prenons le pouvoir sur la finance pour une autre utilisation de l'argent : Une nouvelle sélectivité de la politique monétaire de la BCE pour orienter les crédits bancaires en faveur de l'emploi et de l'économie réelle.</p> <p>Une remise en cause de l'hégémonie du dollar sur le système monétaire international à l'aide d'une monnaie commune mondiale, qui serait développée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI et qui servirait à financer des projets de développement des capacités humaines dans tous les pays du monde sous forme de prêts sélectifs à long terme et à très bas taux d'intérêt.</p> <p>L'organisation d'une COP fiscale pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale. Nous y porterons les propositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'adoption d'une méthode de convergence fiscale en Europe pour réduire le poids des impôts indirects (TVA) et rendre plus justes les impôts directs (IR, IS).- Créer un Fonds fiscal mondial chargé de travailler à la convergence fiscale mondiale et de lutter contre le dumping fiscal international.- harmonisation de la fiscalité des entreprises dans les pays d'Europe.- Abandon des négociations TAFTA, CETA et TISA et ouverture d'une réflexion pour des traités internationaux de maîtrise des échanges pour le développement de biens communs partagés.	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input checked="" type="radio"/>
<p>Commentaires :</p>	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input checked="" type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : A la rentabilité maximum, nous opposons un nouveau mode de développement durable et écologique reposant sur le renouveau industriel, la transition de notre modèle agricole et répondant aux besoins.	
Notre première mesure : 1 million d'emplois dans les filières d'avenir : l'énergie avec notamment les énergies renouvelables, l'automobile propre, les transports urbains et ferroviaires, la rénovation thermique des bâtiments, l'agriculture paysanne, l'aérospatiale, la navale et le numérique.	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Refonte de la Politique agricole commune (PAC) avec comme ambitions : la sécurité et la souveraineté alimentaire, une agriculture paysanne non soumise aux logiques productivistes, la garantie de prix rémunérateurs et d'une nourriture de qualité, saine et variée, accessible à un juste prix.	

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

14



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p>Commentaires : L'égalité femme-homme maintenant !</p> <p>Parce qu'il est plus que temps d'en finir avec l'inégalité salariale de 27% en moyenne, le fléau des violences faites aux femmes et le sexisme, nous ferons de l'impératif d'égalité une grande cause nationale par la création d'un ministère de pleins droits pour l'égalité femme-homme.</p> <p>Notre première mesure : un renforcement immédiat des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle.</p> <p>Modifier l'article 1er de la Constitution : «la loi garantit (et non plus favorise) l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales ».</p> <p>Pour la fin des violences faites aux femmes : une loi-cadre</p> <ul style="list-style-type: none">• Faire progresser les droits des victimes : extension de l'ordonnance de protection qui doit être délivrée dans les 24 heures, application du principe de réparation intégrale du préjudice, renforcer les hébergements d'urgence et les logements pérennes pour les femmes victimes de violences.• Interdire la correctionnalisation des infractions à caractère sexiste et/ou sexuel de nature criminelle (viols, mutilations sexuelles féminines).	

<p>En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.</p>	
<p>Nom : VIRE</p> <p>Prénom : Florian</p> <p>Département :</p> <p>HERAULT</p> <p>Étiquette politique :</p> <p>PCF-FDG</p>	<p>Date : 30 mai 2017</p> <p>Signature :</p> <p>VIRE Florian</p> <p>Signature numérique de VIRE Florian Date : 2017.06.04 13:24:24 +02'00'</p>



MERCI DE RETOURNER CE DOSSIER D'ENGAGEMENTS
AVANT LE 5 JUIN 2017

CONTACT LOCAL

Nom et prénom (réfèrent plaidoyer local) :

Montange Claude

Adresse postale :

Villa Maguelone - 31, avenue St Lazare

34000 MONTPELLIER

Adresse mail :

claude.montange@orange.fr

Téléphone :

06 71 85 06 89



Propositions



pour une **France solidaire**
dans le monde en 2017

PRENONS
le **PARTI**
de la 
SOLIDARITÉ

<http://solidarite2017.org/>

Campagne **PRENONS le PARTI de la SOLIDARITÉ**
menée par ActionAid France-Peuples Solidaires,
CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France
et Secours Catholique-Caritas France.


act:onaid
pour des peuples solidaires

peuples-solidaires.org
 **Peuples-Solidaires-en-association-avec-ActionAid**
 **PSo_ActionAid**



oxfamfrance.org
 **OxfamFrance**
 **oxfamfrance**



ccfd-teresolidaire.org
 **ccfdteresolidaire**
 **ccfd_tsolidaire**



secours-catholique.org
 **Secours.Catholique.Caritas.france**
 **caritasFrance**